

Professeur de droit public à l'École de droit de la Sorbonne,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Titres et responsabilités universitaires

- Depuis 2013** **Professeur de droit public** à l'École de droit de la Sorbonne, **Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)**. Membre de l'UMR de droit comparé.
- Depuis 2015** **Co-directrice du M2 Systèmes de justice et droit du procès**, Université Panthéon-Sorbonne (Paris I).
- 2011-2014** Chargée de conférences à l'**École nationale d'administration** – Cycle de perfectionnement des assistants parlementaires.
- 2009-2011** **Professeur** à l'**Institut d'études politiques de Paris**.
- 2008-2013** **Professeur de droit public** à l'**Université d'Evry-Val-d'Essonne**.
- 2006-2008** **Maître de conférences** en droit public, **Université Panthéon-Assas (Paris II)**.
- 2005** **Docteur en droit public** à l'Université Panthéon-Assas (Paris II).
Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2006),
Prix des éditions Dalloz (2006)
Prix de l'Université Panthéon-Assas (Paris II).

Principaux enseignements dispensés

- Droit constitutionnel (L1, 2008-2013 et L3, 2013-2015),
- Théorie de la justice constitutionnelle (M2, 2016-2017),
- Contentieux constitutionnel (M1, 2008-2013 et M2, 2016-2017),
- Droit des libertés fondamentales (L3, 2013-2015 et 2016-2017),
- Contentieux administratif (M1, 2012-2013 ; L3, 2013-2017 et M2, 2013-2017),
- Droit des collectivités territoriales (M2, 2008-2009 et M1, 2009-2011),
- Modes alternatifs de règlement des conflits (M2, 2013-2015).

Activités d'expertise

Membre du **Comité chargé d'examiner les candidatures pour la nomination du directeur de l'École nationale d'administration** – juillet 2017.

Membre de la **Commission sur le découpage des circonscriptions électorales** prévue à l'article 25 de la Constitution – nomination par le Président de l'Assemblée nationale le 24 février 2017.

Membre de la **Commission de rénovation et de déontologie de la vie publique**, présidée par Lionel Jospin – Rapport « Pour un renouveau démocratique » remis au Président de la République le 9 novembre 2012.

Membre du jury du **prix de thèse du Conseil constitutionnel** en 2012.

Membre suppléant du **Conseil national des universités**, Section 02, 2011 à 2015.

Auditions au Sénat :

. par le rapporteur de la Commission des lois sur la proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les principes fondamentaux de la loi du 9 décembre 1905 à l'article 1^{er} de la Constitution (F. Pillet), le 26 janvier 2016.

. par le rapporteur de la Commission des lois sur la proposition de loi relative à l'intérêt à agir en excès de pouvoir des parlementaires (J.-R. Lecerf), le 27 janvier 2011.

Membre du **Comité de rédaction de la *Revue française de droit administratif***, revue bimestrielle, Dalloz, depuis 2007 et responsable de la rubrique Droit constitutionnel depuis 2016.

Membre du **Réseau européen *Ius publicum – Network Review*** (*ius-publicum.com*) depuis 2011.

Membre de l'**Observatoire de jurisprudence constitutionnelle** de 2009 à 2012.

Expertises et consultations auprès de cabinets d'avocats ou d'entreprises sur la constitutionnalité de projets de loi ou de dispositions législatives – rédaction de notes et de mémoires.

Principaux travaux et activités de recherches

Ouvrages :

- *Droit constitutionnel - Les grandes décisions de la jurisprudence*, avec M. Verpeaux, P. de Montalivet, A. Vidal-Naquet, PUF, coll. Thémis, 2017, 2^{ème} édition, 686 p.
- *Contrôle de constitutionnalité et normes visées par la Constitution française – Recherches sur la constitutionnalité par renvoi*, Paris, Dalloz, Nouvelle Bibliothèque de Thèses, vol. 65, 2007, 688 p.

Principaux articles de doctrine :

« Repenser le "bloc de constitutionnalité" sous l'effet des rapports entre ordres juridiques : pour une redéfinition des sources de la constitutionnalité », avec J. Bonnet, *in Les Rapports entre ordres juridiques*, dir. B. Bonnet, LGDJ, 2016, p. 409 à 438.

« Etat d'urgence et protection des libertés », *Revue française de droit administratif*, 2016, n°3, p. 424 à 435.

« Mise en œuvre de la révision constitutionnelle : les vicissitudes des renvois aux lois organiques », Colloque La révision constitutionnelle : mode d'emploi, 26 septembre 2016, CRDC, ISPJS, Secrétariat d'Etat des relations avec le Parlement, Actes du colloque à paraître.

« La notion de Constitution chez Waline », Colloque La notion de constitution sous la III^{ème} République, 10 et 17 juin 2016, Paris II, Actes à paraître en 2017.

« Les assignations à résidence dans le cadre de l'état d'urgence », Note sur CE, 11 déc. 2015 et CC, 22 déc. 2015, *Revue française de droit administratif*, 2016, n°1, p. 123 à 135.

« **Existe-t-il un intérêt à soulever une question prioritaire de constitutionnalité ?** », in *L'accès au juge : l'intérêt à agir*, sous la dir. de C. Teitgen-Colly, LGDJ, 2016, p. 70 à 79.

« **Les disparités de filtrage des QPC entre le Conseil d'Etat et la Cour de cassation** », in *La QPC : une révolution inachevée ?*, sous la dir. de J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun, Ed. Institut universitaire Varenne-LGDJ, 2016, p. 67 à 87.

« **Les clairs obscurs de l'invocabilité de la Charte de l'environnement** », *Actualité juridique Droit administratif*, 2015, p. 493 à 502.

« **La genèse de la Section du rapport et des études du Conseil d'Etat : la Commission Noël et les décrets de 1963** », *Revue française de droit administratif*, 2015, p. 221 à 230.

« **Les adages et le temps** », avec J. Bonnet, dossier Les adages en droit public, *Revue française de droit administratif*, 2014, n°1, p. 29 à 34

« **La loi et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République** », Dossier : La loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe et le droit public, *Revue française de droit administratif*, 2013, p. 945 à 956.

« **La QPC, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation** », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n°40, p. 49 à 61.

« **Les Cours suprêmes et l'interprétation de la loi** », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n°38, 2013, p. 216 à 221.

« **L'ordre public dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel** », in *L'ordre public*, sous la dir. de Charles-André Dubreuil, Editions Cujas, collection Actes et Etudes, 2013, p. 309 à 318.

« **Un concept moderne : séparation des pouvoirs et contrôle de la loi** », *Pouvoirs*, n°143, 2012, p. 89 à 103.

« **Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'État - Vers la mutation du Conseil d'État en un juge constitutionnel de la loi** », *Revue française de droit administratif*, 2011, p. 691 à 710.

« **La question prioritaire de constitutionnalité devant les juridictions ordinaires : entre méfiance et prudence** », *Actualité juridique droit administratif*, 2010, p. 80 à 87.

« **L'articulation des sources de protection des droits fondamentaux en France** », in *Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*, dir. E. Dubout et S. Touzé, Pedone, 2010, p. 233 à 257.

« **L'impact de la révision constitutionnelle sur les droits et libertés** », *Actualité juridique droit administratif*, 2008, p. 1866 à 1871.

« **L'applicabilité directe du Préambule** », in *Le Préambule de la Constitution de 1946*, Éditions Panthéon-Assas, coll. Colloques, 2008, p. 29 à 44

« **Réflexions sur la constitutionnalité par renvoi** », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2007, n° 22, p. 198 à 210.

« **Le changement des circonstances de droit dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel – La transposition d'une technique contentieuse du droit administratif** », *Revue française de droit administratif*, 2006, n°4, p. 788 à 799.

Chroniques de jurisprudence :

- Droit administratif et droit constitutionnel, *Revue française de droit administratif*, depuis 2007.
- Droits fondamentaux, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, depuis 2013.

Organisation de journées d'études et conférences :

- L'état d'urgence, Ecole de droit de la Sorbonne, 10 janvier 2017
- Contrôle de conventionnalité, contrôle de proportionnalité (autour de l'arrêt du CE du 21 mai 2016, *M. G.*), Ecole de droit de la Sorbonne, 28 septembre 2016
- Le contrôle juridictionnel des actes de droit souple des autorités de régulation, Ecole de droit de la Sorbonne, 10 mai 2016
- Les adages en droit public, Cour administrative d'appel de Paris, 11 octobre 2013

- L'identité constitutionnelle de la France et la protection internationale des droits de l'homme, Université d'Évry-Val d'Essonne, 25 novembre 2013
- Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle, Université d'Évry-Val d'Essonne, 27 mars 2012
- Le silence en droit public, Cour administrative d'appel de Paris, 6 décembre 2011
- Le préambule de la Constitution de 1946, l'Université Panthéon-Assas, 1^{er} juin 2007

Communications à l'occasion de journées d'étude :

« **Le Conseil constitutionnel et les sources du droit constitutionnel - Regards croisés** », avec le professeur Denis Baranger, colloque La jurisprudence du Conseil constitutionnel et les différentes branches du droit, Université Panthéon-Assas Paris II, 11 et 12 mai 2017.

Table ronde sur Les avis du Conseil d'État sur les propositions de loi des députés à l'Assemblée nationale (modératrice), Colloque L'Assemblée nationale et les avis du Conseil d'État, Hôtel de Lassay, 25 novembre 2016.

« **Le contrôle de constitutionnalité en France** », Colloque La constitutionnalisation du droit privé, Université de Sfax, Tunisie, 22 au 14 octobre 2015.

« **Les cas d'échec des renvois de QPC au Conseil constitutionnel – La question du filtrage par les juridictions suprêmes** », Invitation au colloque du Barreau des Hauts-de-Seine sur la QPC : Retour sur trois ans d'expérience, Préfecture de Nanterre, 8 octobre 2013.

« **Le rapport de la Commission Jospin, quelles perspectives ?** », Conférence pour l'association des étudiants du master Droit public approfondi et Centre d'Etudes Constitutionnelles et Politiques de l'Université Panthéon-Assas, Paris II, 27 mars 2013.

« **La convention européenne des droits de l'homme et la QPC** », Invitation à la journée de formation organisée par l'Institut international des droits de l'homme : L'invocabilité de la Convention européenne des droits de l'homme dans le contentieux interne, Strasbourg, 3 février 2012.

« **La question prioritaire de constitutionnalité et l'imagination juridique** », Conférence pour le Centre Culture du droit public de l'Université Panthéon-Assas, 5 décembre 2011.

« **L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel relatives aux droits européens** », Invitation à la journée d'études de l'Annuaire de droit européen : Question prioritaire de constitutionnalité et droits européens, Université Panthéon-Assas (Paris II), 14 octobre 2010.

« **Le dispositif de la question prioritaire de constitutionnalité** », Invitation au colloque sur la question prioritaire de constitutionnalité organisé à l'occasion de la rentrée solennelle du Barreau de Bordeaux, 24 septembre 2010.

Direction de thèses :

- J. Prevost, *Le juge administratif et les conflits de traités internationaux*, soutenue le 7 décembre 2016.
- C. Aghulon, *Le contrôle juridictionnel des évaluations en droit public*, depuis sept. 2015.
- I. M'Baye, *Le choix du bicamérisme dans les Etats de l'Afrique subsaharienne*, de 2008 à 2013.